



Bulletin de veille stratégique et opérationnelle n°1

décembre 2016-janvier 2017



Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Sommaire

Veille stratégique..... 5

<i>L'environnement désormais pris en compte par la Cour pénale internationale (CPI) dans ses enquêtes.....</i>	5
<i>Les impacts du changement climatique pourront exacerber les tensions liées au foncier rural en Afrique.....</i>	5
<i>Résolution du Parlement européen sur l'Union européenne de la Défense du 22 novembre 2016.....</i>	6
<i>Le ministère de la Défense du Danemark publie sa stratégie Environnement et énergie.....</i>	6
<i>COP22 à Marrakech, du 7 au 18 novembre 2016.....</i>	6
<i>Le Bangladesh, pays hôte du Global Forum on Migration and Development (GFMD).....</i>	6
<i>Lancement de la deuxième phase du programme ClimDev-Africa.....</i>	7
<i>Sécheresses au Maghreb : insécurité hydrique et tensions sociales.....</i>	7
<i>Heurts au Nigéria liés au conflit d'usage de la ressource foncière.....</i>	8
<i>Les risques météorologiques placés par les experts de Davos en tête du Global Risks Report 2017.....</i>	8
<i>27^e Sommet Afrique-France à Bamako, 13 et 14 janvier 2017.....</i>	9
<i>Accord historique entre les pays de l'OPEP et avec les autres pays producteurs.....</i>	9
<i>Une convergence des politiques énergétiques au niveau mondial ?.....</i>	9

Veille opérationnelle..... 11

<i>L'agenda environnemental du Département de la Défense américain menacé par la nouvelle administration Trump.....</i>	11
<i>Adaptation des capacités militaires américaines aux changements climatiques.....</i>	11
<i>Le changement climatique menace les infrastructures du Département de la Défense américain.....</i>	12
<i>Une première base navale américaine autonome en énergie.....</i>	12
<i>Actions de l'OTAN pour l'efficacité énergétique en OPEX.....</i>	12
<i>Améliorer la thermorégulation des soldats déployés en zones tropicales et arides.....</i>	13
<i>Impact d'El Niño sur la propagation de la maladie à virus Zika.....</i>	13
<i>Une nouvelle coalition pour soutenir les innovations en matière de préparation aux épidémies.....</i>	14
<i>Lancement du Lancet countdown.....</i>	14

Actualités.....	15
Annonces et communiqués	15
<i>Les députés européens fixent les priorités pour la réforme de la politique de développement de l'UE.....</i>	<i>15</i>
<i>L'Union européenne et l'Agence française de développement financent des projets pour lutter contre les causes profondes des migrations au Sahel</i>	<i>15</i>
<i>Appel à projets émis par le Département de la Défense américain pour inventer des munitions écologiques</i>	<i>15</i>
<i>Réseau régional d'analyse de la sécurité alimentaire (RFSAN)</i>	<i>15</i>
<i>Changement climatique et insécurité alimentaire</i>	<i>16</i>
<i>Exercice militaire de gestion de crise post catastrophe naturelle de l'ASEAN</i>	<i>16</i>
<i>Lancement de la FAO-NENA Water Scarcity Initiative</i>	<i>16</i>
<i>Dialogue de haut niveau à l'Assemblée générale des Nations unies sur la convergence des agendas de développement durable et de maintien de la paix</i>	<i>17</i>
Événements	17
Événements passés.....	17
Événements à venir	18
Vient de paraître	19

Veille stratégique

1 - L'environnement désormais pris en compte par la Cour pénale internationale (CPI) dans ses enquêtes

Dans le document de politique générale relatif à la sélection et à la hiérarchisation des affaires publié en septembre 2016, le Bureau de la CPI a annoncé vouloir s'intéresser « particulièrement aux crimes visés au Statut de Rome impliquant ou entraînant, entre autres, des ravages écologiques, l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains ». L'environnement entre toutefois dans le vocabulaire de la CPI à titre indirect, la modification du Statut de Rome pour y inclure la notion de « crime environnemental » n'étant pas encore envisagée. L'annonce de la CPI intervient en amont de la décision que doit rendre la procureure Fatou Bensouda concernant des politiciens et hommes d'affaires cambodgiens accusés d'accaparements illégaux de terres dont ont été victimes plus de 850 000 personnes depuis 2000. Elle émerge juste après la publication du rapport de l'ONG Global Witness selon lequel plus de trois personnes ont été tuées par semaine en 2015 pour avoir défendu leurs terres face aux extractions minières, à l'agrobusiness ou à l'exploitation forestière. Selon Alice Harrison, membre de l'ONG, l'élargissement du champ d'action de la CPI montre une adaptation de la Cour aux « nouvelles dynamiques de conflits ». Il pourra également aider à s'attaquer à certaines causes du changement climatique, comme la déforestation.

- Article sur Actu-environnement.com : <http://www.actu-environnement.com/ae/news/crime-environnement-ecologique-cour-penale-internationale-accaparement-terres-27518.php4>
- Document de politique générale de la CPI : https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Fra.pdf
- Rapport de l'ONG Global Witness (2016) : <https://www.globalwitness.org/fr/reports/dangerous-ground/>

2 - Les impacts du changement climatique pourront exacerber les tensions liées au foncier rural en Afrique

Plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne sont actuellement confrontés à une augmentation des litiges fonciers liés à des affectations massives de terres aux investisseurs nationaux et étrangers. Objet de convoitise, l'Afrique compte en effet 65% des terres arables non cultivées au monde qui, si elles étaient mises en valeur, pourraient nourrir près de 9 milliards de personnes. Selon le Land Matrix Report publié par un collectif d'ONG en octobre 2016, l'Ethiopie arrive en tête des pays attractifs, avec un million d'hectares de terres vendues entre 2012 et 2016. Mais ces achats de terres se font le plus souvent au mépris des droits des communautés locales, et peuvent dégénérer en litiges fonciers, voire en conflits parfois meurtriers. Ces problèmes risquent sérieusement de s'aggraver avec la raréfaction des ressources liée aux impacts du changement climatique, et en l'absence d'une amélioration de la gouvernance foncière africaine. Ces enjeux ont d'ailleurs été au cœur du 12e Forum des Peuples qui s'est tenu en contrepoint du 27e sommet Afrique-France à Bamako les 13 et 14 janvier 2017. Plusieurs pays africains comme le Togo, le Libéria ou le Kenya sont actuellement en train de réformer leur droit foncier pour permettre une meilleure protection des droits communautaires, et réduire ainsi les tensions.

- Articles dans La Tribune Afrique : <http://afrique.latribune.fr/entreprises/agriculture/2017-01-02/tres-cheres-terres.html> ; <http://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/togo/2016-12-22/face-a-l-ampleur-des-litiges-le-togo-veut-moderniser-son-code-foncier.html>
- Communiqué de l'Africa Community Rights Network (ACRN) : <http://www.cedcameroun.org/wp-content/uploads/2016/12/Communiqué-de-presse-ACRN-Dec-2016.pdf>
- Land Matrix Report : http://landmatrix.org/media/filer_public/ab/c8/abc8b563-9d74-4a47-9548-cb59e4809b4e/land_matrix_2016_analytical_report_draft_ii.pdf

3 - Résolution du Parlement européen sur l'Union européenne de la Défense du 22 novembre 2016

La résolution invite à une mise en place d'une Union européenne de la défense offrant des garanties et des capacités aux États membres. Le contexte actuel voit la sécurité européenne en danger face aux enjeux suivants : le terrorisme, les menaces hybrides, l'instabilité économique, l'insécurité cybernétique et énergétique, la criminalité organisée et le changement climatique. Ainsi une collaboration de plus en plus étroite entre les forces armées de l'Union est nécessaire, notamment pour ce qui est du changement climatique qui est considéré comme une menace majeure. À cet effet, la résolution préconise la création d'un groupe de travail permanent sur les questions de défense, mis en place par la Commission et présidé par le Vice-président de la Commission/Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Il serait chargé d'intégrer la question du changement climatique dans toutes les actions extérieures de l'Union européenne, et en particulier dans la PSDC.

- Texte de la Résolution : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2016-0435+0+DOC+XML+V0//FR>

4 - Le ministère de la Défense du Danemark publie sa stratégie Environnement et énergie

Au Danemark, pays en pointe sur les sujets climatiques et environnementaux, le ministère de la Défense a publié courant novembre la version – anglaise – de *l'Environment and Energy Strategy: 2016–2020*. Le document met l'accent sur le verdissement de ses activités opérationnelles, à travers la limitation du volume de déchets, la baisse de la consommation énergétique et la réduction des impacts sur les écosystèmes. Il accorde également un chapitre aux questions arctiques et se fixe plusieurs objectifs comme le respect des normes de management ISO14001 (environnement) et 500001 (énergie), la rénovation des sites de stockage stratégiques de carburants situés au Groenland, l'intégration des considérations climatiques dans l'approvisionnement en munitions et la maintenance navale d'ici 2020, l'extension du parc de panneaux solaires du ministère.

- Le communiqué : <http://www.fmn.dk/eng/news/Pages/the-danish-ministry-of-defence-publishes-new-environment-and-energy-strategy.aspx>
- La stratégie <http://www.fmn.dk/eng/news/Documents/Danish-Ministry-of-Defence-Environment-and-Energy-Strategy2016-2020-web.pdf>

5 - COP22 à Marrakech, du 7 au 18 novembre 2016

Les impacts humains du changement climatique ont occupé une position centrale lors de la 22^{ème} Conférence des Parties – sinon dans les négociations officielles, à tout le moins dans la partie réservée aux *side events*. De très nombreux ateliers ont ainsi évoqué les questions de sécurité énergétique, de sécurité alimentaire et de flux migratoires. Ceci confirme la montée en puissance, observée depuis quelques années, des enjeux de sécurité au sein des négociations climatiques.

- Liste des *side events* officiels : https://seors.unfccc.int/seors/reports/events_list.html?session_id=COP22

6 - Le Bangladesh, pays hôte du Global Forum on Migration and Development (GFMD)

En décembre 2016, le sommet annuel du GFMD s'est tenu à Dacca, au Bangladesh. L'hôte du sommet a profité de l'occasion pour mettre l'accent sur les déplacements de population liés au changement climatique. A.N.M. Muniruzzaman, un ancien haut-gradé de l'armée bangladaise qui dirige désormais le Bangladesh Institute for Peace and Security Studies, a

déploré l'état de déni dans lequel se trouvait encore la communauté internationale à l'égard des migrations liées au climat. Les dimensions sécuritaires de la question ont été particulièrement soulignées, ainsi que le risque de déstabilisation que ces migrations causaient pour le Bangladesh.

- IRIN News : <http://www.irinnews.org/analysis/2017/01/19/climate-change-and-mass-migration-growing-threat-global-security>

7 - Lancement de la deuxième phase du programme *ClimDev-Africa*

En marge de la COP22 a été lancée la 2^e phase du programme *ClimDev-Africa* (*Climate for Development in Africa*), soutenu par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), la Banque africaine de développement et la Commission de l'Union africaine (UA). Créé en 2011 à l'issue de la COP17 de Durban, *ClimDev-Africa* intervient dans trois champs (développement des capacités d'observation des changements climatiques en Afrique, aide à la décision en matière climatique, soutien à l'élaboration de politiques nationales et régionales sur la désertification). Le nouveau plan d'action a été présenté à Addis-Abeba le 15 décembre 2016 à l'UNECA par le *African Climate Policy Centre*, une des composantes du programme avec la *Climate Change and Desertification Unit (CCDU) ClimDev Special Fund (CDSF)*. L'objectif est maintenant de soutenir la transition bas carbone et la résilience aux impacts du changement climatique. Si ce programme n'a pas vocation à aborder les aspects sécuritaires, le *Strategic Plan 2014-2017* de l'Union africaine paru en juin 2013 a bien identifié le changement climatique comme facteur de déstabilisation¹.

- <http://www.climdev-africa.org/content/acpc-presents-new-climate-change-response-strategy>
- <https://www.au.int/web/en/pressreleases/31614/uneca-auc-and-afdb-looking-forward-implementation-climdev-africa-phase-ii>
- [http://www.climdev-africa.org/sites/default/files/files/ACPC%20strategy%20presentation%2015%20Dec%202016%20EN\(1\).pdf](http://www.climdev-africa.org/sites/default/files/files/ACPC%20strategy%20presentation%2015%20Dec%202016%20EN(1).pdf)

8 - Sécheresses au Maghreb : insécurité hydrique et tensions sociales

L'Algérie, la Tunisie et le Maroc ont connu d'importantes sécheresses ces derniers mois. Les productions de blé et d'orge en Algérie ont ainsi diminué d'un tiers en 2016-2017 par rapport à 2015-2016. La Tunisie a pour sa part connu une baisse de 30% de sa pluviométrie en 2016, ce qui a eu un impact considérable sur la production d'huile d'olive – le pays en est le 2^e producteur mondial – qui a chuté de 55%. Cela est à replacer dans un contexte d'atonie de l'économie tunisienne, déjà lourdement frappé par la crise du secteur touristique suite aux attentats qu'a connus le pays notamment en 2015². Le Maroc, comme d'autres pays de la région, voit ses oasis reculer ou menacés par le stress hydrique, un récent article rappelant les conclusions du rapport *Turn Down the Heat* de la Banque mondiale en 2014 qui prévoyait une forte hausse des sécheresses dans la zone, jusqu'à 6 mois par an selon le scénario RCP8,5 du GIEC (le plus pessimiste). Ces épisodes font poindre des crises que certaines ONG qualifient de « soulèvement de la soif » (*thirst uprising*). Le gouvernement est centré sur la lutte contre le terrorisme « oubliant que la soif peut nous conduire à devenir des terroristes » déclare un résident de Sbikha, ville située dans le gouvernorat de Kairouan.

- http://www.world-grain.com/articles/news_home/World_Grain_News/2016/10/Drought_conditions_hamper_grain.aspx?ID=%7B5A31A01F-F124-4786-944D-2D716DD847F2%7D&cck=1
- <http://www.slateafrique.com/691124/secheresse-en-tunisie-leger-mieux-mais-la-situation-reste-difficile>

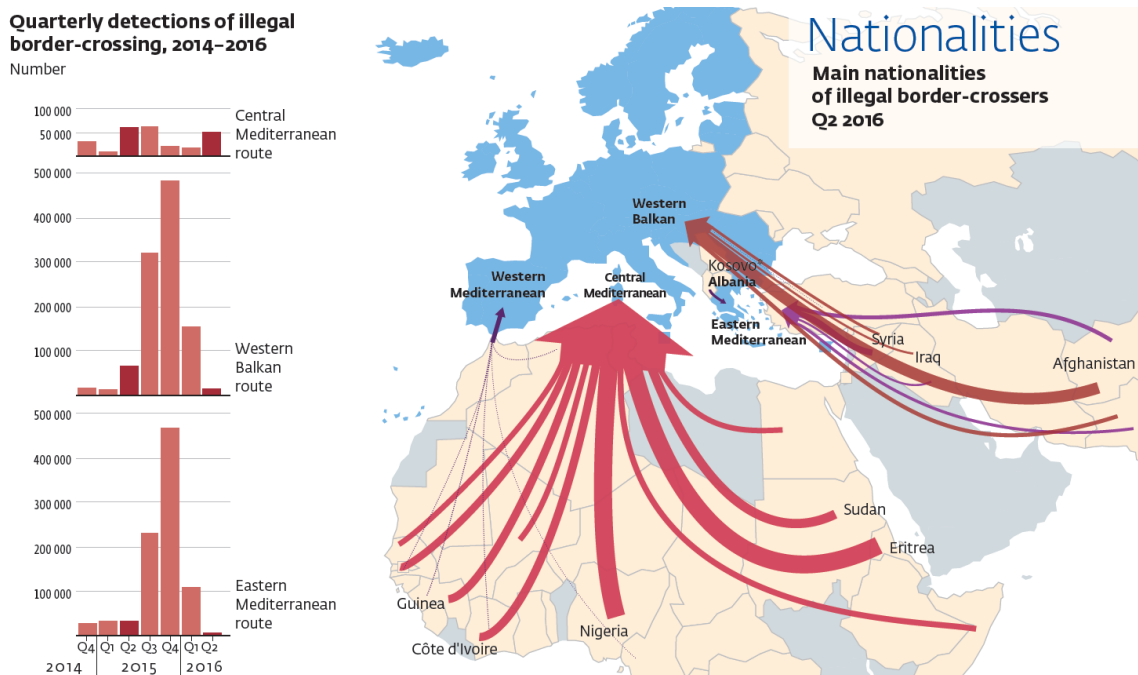
¹ L'UA choisira à la fin janvier lors de son 28^e sommet le nouveau président de la Commission et pourrait acter le retour du Maroc après son départ en 1984 en signe de protestation après l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) qui devrait pour sa part être suspendue de son statut de membre. C'est aussi à cette occasion que l'équipe de Paul Kagamé remettra son rapport sur la réforme de l'UA.

² Les exportations d'huile d'olive tunisienne vers l'UE avaient par ailleurs bénéficié d'une levée des taxes douanières dans le cadre d'un plan d'aide suite aux attentats et à leurs conséquences sur le tourisme.

- http://e360.yale.edu/features/a_drive_to_save_sahran_oases_as_climate_change_takes_a_toll_cop22
- <https://www.oliveoiltimes.com/olive-oil-business/tunisian-olive-oil-production-55-percent/54746>
- <https://www.stripes.com/news/middle-east/2.1198/we-are-thirsty-say-tunisians-as-drought-creates-tensions-1.430751>

9 - Heurts au Nigéria liés au conflit d'usage de la ressource foncière

Le Nigéria a connu plusieurs troubles en 2016, produit de la conjugaison de différents facteurs : les déplacements de population liés aux activités de la secte Boko Haram, la mauvaise gestion des ressources foncières et hydriques et les tensions entre communautés agricole et pastorale, notamment dans l'Adamawa, Etat du Nord-Est du pays. Le conflit oppose principalement bergers et agriculteurs, les premiers faisant parfois paître leur bétail sur les terres des seconds qui sont pour leur part aussi accusés d'expansion. Au cours de l'été 2016, plusieurs incidents ont eu lieu, dont une attaque contre un village d'agriculteurs qui aurait fait plus de 30 morts, sans que les forces de sécurité n'aient pu réellement intervenir. La crainte de voir ces incidents se multiplier domine parmi les observateurs, notamment les ONG nigérianes Crudan et Tearfund. Les flux de réfugiés nigériens sont par ailleurs en augmentation à destination de l'Europe, comme l'atteste les chiffres donnés par l'agence Frontex (+ 143% entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2016 ; 20% des réfugiés qui ont quitté la Libye sur la période avril-juin étaient des Nigériens), des flux qui pourraient aussi être alimentés par les mouvements de réfugiés liés à la sécheresse qui frappe également l'Afrique de l'Est.



FRAN Quarterly, Q2, novembre 2016, p. 9.

- <https://www.theguardian.com/global-development/2017/jan/03/drought-worsens-deadly-conflict-between-fulani-herdsmen-nigeria-farmers>
- <https://www.worldwatchmonitor.org/2016/10/4672538/>
- http://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/FRAN_2016_Q2.pdf
- <https://intpolicydigest.org/2017/01/21/fresh-drought-east-africa-heralds-new-wave-refugees/>

10 - Les risques météorologiques placés par les experts de Davos en tête du Global Risks Report 2017

Dans ce rapport présenté à l'ouverture du Forum économique mondial de Davos qui s'est tenu du 17 au 20 janvier 2017, les phénomènes météorologiques extrêmes sont placés, en

termes de probabilité, à la première place des risques pour 2017. Ils sont suivis par les migrations involontaires, les catastrophes naturelles de grande ampleur, les attaques terroristes importantes et la fraude ou le vol de données informatiques. C'est la 2^e année consécutive que les menaces environnementales et sociétales dépassent les risques économiques dans le classement établi par le *Global Risk Report*.

- Version électronique du rapport : <https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2017>
- Commentaire du rapport sur Reporterre : <https://reporterre.net/Pour-l-oligarchie-reunie-a-Davos-les-evenements-climatiques-sont-le-premier>

11 - 27^e Sommet Afrique-France à Bamako, 13 et 14 janvier 2017

Deux thèmes ont été au cœur du Sommet qui a rassemblé une soixantaine de délégations et une trentaine de chefs d'Etat : la paix et la sécurité ; l'économie et le développement en Afrique. La déclaration finale qui a été adoptée mentionne la lutte contre le changement climatique comme une condition indispensable au développement et à la sécurité alimentaire des pays africains. Le rôle des énergies renouvelables pour accélérer le développement du continent a notamment été rappelé, et les chefs d'Etat ont accueilli favorablement les efforts réalisés pour parvenir à l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars de financements publics et privés pour le climat d'ici à 2020.

- Texte de la déclaration : <http://www.afrik.com/mali-sommet-afrique-france-de-bamako-declaration-finale>

12 - Accord historique entre les pays de l'OPEP et avec les autres pays producteurs

En novembre 2016, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a surpris l'ensemble des analystes avec un accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux principales puissances régionales. Les accords d'Alger en septembre et de Vienne en novembre et décembre 2016 sont intervenus après trois réunions (novembre 2014, décembre 2015 et avril 2016) où les Etats membres n'avaient pas réussi à s'entendre, dans un contexte d'effondrement des cours. Avec le compromis trouvé début décembre 2016 sur une diminution de la production de 1,2 million de barils jour (mb/j) et l'accord de principe de participation de certains pays non-OPEP (pour environ 558 000 barils/jour), l'Organisation montre sa volonté de reprendre le marché du pétrole en main, l'accord trouvé constituant une première depuis près de 8 ans entre les pays membres et depuis près de 15 ans avec les pays non-OPEP (Russie pour l'essentiel). L'accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Toutefois, le dernier rapport mensuel de l'AIE sur les marchés pétroliers (Oil Market Report) annonce qu'il est trop tôt pour observer ses premières conséquences sur les marchés. Rappelons qu'entre janvier 2016 et janvier 2017, le baril est passé de moins de 30 dollars à près de 55 dollars. La Chine pourrait également contribuer au rééquilibrage du marché pétrolier en 2017 puisque, selon des sources gouvernementales, sa production devrait diminuer de 7 % en 2017.

- <https://www.iea.org/newsroom/news/2017/january/omr-a-six-month-probation.html>
- http://www.opec.org/opec_web/en/press_room/3944.htm
- <http://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0211603328024-ca-sest-passe-en-2016-petrole-le-grand-retour-de-lopep-2052806.php>
- <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-17/china-s-inescapable-oil-slide-is-a-record-breaking-gift-to-opec>

13 - Une convergence des politiques énergétiques au niveau mondial ?

Près d'un an après la COP21, l'accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Si le contexte de prix du pétrole observé depuis juin 2014 ne semble pas forcément propice à une accélération des investissements dans les énergies renouvelables, le mouvement de décarbonation des économies est en marche. L'IRENA (*The International Renewable Energy*

Agency) a ainsi publié son rapport « *Rethinking Energy 2017* » qui présente les transformations en cours de la production d'énergie renouvelable (croissance rapide du photovoltaïque et des technologies de stockage, les principales innovations et les nouveaux mécanismes de financement). En Chine, le Conseil des Affaires d'Etat (gouvernement central chinois) a publié un plan global sur la conservation de l'énergie et la réduction des émissions pour la période 2016-2020. Pékin prévoit d'investir 361 milliards de dollars dans l'électricité à base de renouvelables d'ici 2020, avec à la clé 13 millions de nouveaux emplois. De son côté, l'Arabie saoudite prévoit d'investir 53 milliards de dollars dans la diversification de son économie (le plan vision 2030 envisage près de 2 trillions de dollars d'investissement pour permettre un doublement du PIB à l'horizon de 15 ans. Cette tendance semble se vérifier au niveau mondial : au Brésil, les ENR ont ainsi représenté 43 % du mix électrique en 2016, de deux points de plus qu'en 2015 ; les subventions aux énergies fossiles sont pour leur part en net recul en Indonésie depuis 2014. L'interrogation porte désormais sur les Etats-Unis où la production de charbon a ainsi atteint son plus bas niveau depuis 1978 (moins 17 % entre 2015 et 2016). Reste à savoir quel sera l'impact des actions de Donald Trump sur cette tendance.

- http://www.irena.org/DocumentDownloads/Publications/IRENA_REthinking_Energy_2017.pdf
- http://french.china.org.cn/china/txt/2016-12/22/content_39964357.htm
- http://french.china.org.cn/china/txt/2017-01/06/content_40051373.htm
- <http://www.scmp.com/business/companies/article/2056904/global-green-bond-market-tipped-reach-us100bn-2017-china-seen>
- http://www.liberation.fr/planete/2017/01/06/la-chine-sur-le-podium-des-energies-renouvelables_1539558
- <http://gulfnews.com/business/economy/saudi-arabia-eyes-53b-plan-to-boost-private-sector-in-diversification-drive-1.1951157>
- <http://www.eurasiareview.com/26122016-saudi-arabias-flawed-vision-2030-analysis/>
- <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=29472>
- <https://www.iea.org/newsroom/news/2016/december/indonesias-steady-progress-in-tackling-fossil-fuel-subsidies.html>
- <https://renewables.seenews.com/news/renewables-reach-43-2-of-brazils-electricity-mix-in-2016-prelim-554612>

Veille opérationnelle

14 - L'agenda environnemental du Département de la Défense américain menacé par la nouvelle administration Trump

Dans son « *Exit memo* », ultime de son mandat, le secrétaire à la défense américain Ashton Carter n'a fait qu'une mention minimaliste du changement climatique, en fin de document, simplement pour rappeler la feuille de route du département et quelques réalisations globales³. Faut-il y voir une mesure de précaution vis-à-vis du nouveau président D. Trump qui montre peu d'appétence pour ces questions ? Est-ce à rapprocher du fait que la dernière réunion du *Defense Science Board* n'a émis aucune recommandation dans ce domaine, ne figure pas dans les groupes de travail en cours du conseil et dont le dernier rapport date de 2011 ? Plusieurs articles récents ont ainsi fait état d'inquiétudes concernant la poursuite des efforts engagés sous l'administration Obama pour réduire la dépendance de l'armée américaine aux énergies fossiles en investissant dans les énergies renouvelables (ex : biocarburants, panneaux solaires portables). Si plusieurs initiatives « vertes » risquent d'être gelées, il est toutefois peu probable que la nouvelle administration revienne sur l'ensemble des mesures environnementales mises en œuvre dans le domaine militaire. Les effets du changement climatique sont en effet désormais pris en compte par les forces américaines déployées sur le terrain, régulièrement amenées à intervenir en cas de catastrophe naturelle.

- <https://medium.com/@SecDef/department-of-defense-accomplishments-17ea687ddd3f#.xxiicrlwh>
- TORRUELLA Anika, Surface Navy. « SecNav calls for green fleet upgrades, warns of climate change risks to USN », *HIS Jane's Defence Weekly*, 13 January 2017.
- ERWIN Sandra I., « Defense Department's Environmental Agenda to Come Under Fire », *The national Defense Magazine*, 29 December 2016, <http://www.nationaldefensemagazine.org/blog/Lists/Posts/Post.aspx?ID=2384>

15 - Adaptation des capacités militaires américaines aux changements climatiques

Un article du *National Defense Magazine* daté de novembre 2016 fait état des adaptations et des acquisitions potentielles de nouveaux matériels militaires pour faire face aux conditions climatiques extrêmes dans les zones d'intervention militaire américaine. Cela va des gilets de protection allégés pour les soldats déployés dans des zones soumises à de très fortes chaleurs (Moyen-Orient, Afrique) à l'adaptation des équipements et des instruments militaires en Arctique, où les besoins sont multiples : équipement de surveillance, capacités informatiques et satellitaires pour la prévision météorologique (et la formation des glaces), modélisations à plus long-terme, armements et motorisation (navires) adaptés à ce milieu, etc. Mais l'article invite à la prudence quant aux réponses excessivement technologiques et matérielles, et coûteuses. Il recommande d'abord une meilleure planification et gestion des risques (secours en cas de catastrophe naturelle par exemple), qui donneraient aux décideurs plus de temps pour déterminer les changements à entreprendre sur le long terme, et réduiraient les coûts d'acquisition de nouveaux équipements.

- MACHI Vivienne, "Climate Change: Extreme Environments to Require New Equipment, Tougher Ships", *National Defense Magazine*, November 2016, <http://www.nationaldefensemagazine.org/archive/2016/november/Pages/ClimateChangeExtremeEnvironmentsRequireNewEquipmentTougherShips.aspx>

³ "the Department has reduced energy usage at contingency bases by 30 percent, is on track to meet its commitment of 3 gigawatts of renewable energy purchases at our bases by 2025, and has executed more than \$1.8 billion in Energy Savings Performance Contracts"

16 - Le changement climatique menace les infrastructures du Département de la Défense américain

Le *Government Accountability Office* (GAO), agence produisant des analyses et des évaluations de politiques publiques pour le Congrès américain, a publié en novembre 2016 une étude sur les risques menaçant les fonctions opérationnelles des infrastructures du *Department of Defense* (DOD) des États-Unis. À partir de neuf cas d'études (bases des différents corps et armées), le GAO identifie sept facteurs d'incompatibilité ou de restriction d'usage avec la destination opérationnelle d'infrastructures de la Défense : patrimoine archéologique, patrimoine historique, espèces protégées, aires naturelles protégées, développement urbain, nuisance sonore aérienne, et changement climatique. Dans sept des neuf bases retenues, le changement climatique est déjà intégré dans les documents de planification propres à chacune de ces infrastructures, notamment pour les risques relatifs à des sécheresses répétées ou durables, ou à la montée du niveau des mers. Par exemple, la base sous-marine de Kings Bay (Géorgie) se révèle particulièrement exposée à une augmentation du niveau des mers égale ou supérieure à 6 pieds (environ 1,8m, soit au-delà des intervalles donnés par le GIEC pour 2100 dans son 5^e rapport d'évaluation publié en 2013 et 2014), et au risque « tempête » de forte ampleur. Le GAO identifie quelques axes d'action pour réduire des restrictions aux fonctions opérationnelles des bases (sans que l'échantillon des cas d'étude soit considéré comme représentatif), telle la collaboration avec les entités externes (ONG, agences fédérales, collectivités territoriales), mais n'émet pas de recommandation.

- *Government Accountability Office*, « Defense Infrastructure: DOD Efforts to Prevent and Mitigate Encroachment at Its Installations », *GAO Highlights*, n°GAO-17-86, 14 November 2016, 27p. + annexes, <http://www.gao.gov/products/GAO-17-86>

17 - Une première base navale américaine autonome en énergie

La *Marine Corps Logistics Base* (MCLB) située à Albany (Géorgie) va devenir la première emprise de l'*US Navy* autonome en matière énergétique. Cette vaste base navale (1456 hectares) va combiner la production interne d'énergie avec des mesures de réduction des consommations énergétiques, pour diminuer de 15 % sa consommation énergétique annuelle. Organisé sous la forme d'une concession avec des opérateurs énergétiques, ce projet a nécessité cinq années de préparation et devrait permettre de réduire de 170 millions de dollars les frais de fonctionnement de la base sur toute la durée du contrat (23 ans). L'objet principal de la concession est la construction d'une centrale thermique biomasse d'une capacité de 8,5 MW, complétée par la modernisation de la distribution de l'électricité sur la base.

- YOUNG Colie, "U.S. Marine Corps, Constellation, P&G collaborate to achieve Navy's first 'Net Zero' energy military base", *America's Navy*, 10 October 2016, http://www.navy.mil/submit/display.asp?story_id=97393

18 - Actions de l'OTAN pour l'efficacité énergétique en OPEX

Un article publié en décembre 2016 fait le point, sous le prisme du communiqué final du sommet de l'OTAN de Varsovie en juillet 2016, sur les travaux passés de l'Alliance et ses axes d'action actuels pour renforcer l'efficacité énergétique en OPEX. Il est vrai que l'OTAN, via notamment la création du *NATO Energy Security Centre of Excellence* (ENSEC COE) en 2012, a accumulé beaucoup de connaissances sur cet enjeu, avec, entre autres, les retours d'expérience de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. L'auteur souligne par exemple la nécessité de garantir l'interopérabilité des *Smart micro grids*, à la fois sur un plan matériel et sur un plan logiciel, pouvant être mis en œuvre dans des camps en OPEX. Cet objectif pourrait être testé à l'occasion du prochain exercice *Capable Logistician* en 2019 en Pologne. Dans la même optique, la future plate-forme *Smart Energy Training and Assessment*

Camp (SETAC), si elle est pérennisée après son installation, permettrait de tester en situation la pertinence opérationnelle et énergétique de nouvelles solutions et technologies.

- MICHAELIS Susanne, "How NATO Contributes to Energy Efficiency in Army Camps. The political objective is to do more than save on costs" (English translation) », December 2016, 4p : <http://www.natolibguides.info/smartenergy/articles>. Article original en allemand, publié dans : Europäische Sicherheit & Technik, Dezember 2016, pp. 32-34.
- <https://www.enseccoe.org/en/>

19 - Améliorer la thermorégulation des soldats déployés en zones tropicales et arides

Une grande majorité des zones de conflits « à surveiller » en 2017 se situent dans la bande tropicale et/ou en zone désertique. Le corps humain a la capacité de s'adapter à des températures extrêmes grâce à la transpiration, à condition que la température de condensation (combinaison de la température et de l'humidité) reste sous le seuil critique de 35°C. Mais la régulation thermique corporelle devient aujourd'hui un problème en milieu désertique et tropical, et peut devenir une limite aux interventions militaires, avec l'élévation des températures et la multiplication des sécheresses (2016 est la troisième année consécutive où le record de température moyenne est battu). Une étude publiée par l'Université du Montana en septembre 2016 démontre que dans un tel contexte, l'hydratation et la régulation thermique sont plus efficaces si l'eau est consommée sous forme de granité (mélange d'eau et de glace pilée). Elle affirme qu'un demi-litre de granité est plus efficace pour la thermorégulation qu'un litre d'eau à température ambiante. La distribution de granité aux soldats serait donc un moyen de diviser par deux la quantité d'eau nécessaire au maintien d'une activité militaire en milieu chaud, tout en apportant aux soldats une meilleure thermorégulation.

- HAILES, Walter S., CUDDY John S., COCHRANE, Kyle, RUBY, Brent C. "Thermoregulation During Extended Exercise in the Heat: Comparisons of Fluid Volume and Temperature", *Wilderness & Environmental Medicine*, Volume 27, Issue 3, September 2016, (doi: 10.1016/j.wem.2016.06.004)

20 - Impact d'El Niño sur la propagation du virus Zika

Dans une étude⁴ publiée en décembre 2016 dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences*, une équipe de chercheurs britanniques établit une corrélation entre la propagation de la maladie à virus Zika en Amérique latine et l'ampleur du phénomène climatique El Niño en 2015, presque deux ans après l'introduction supposée du virus sur le continent et même si d'autres facteurs ont pu jouer dans l'expansion de l'épidémie, comme par exemple le fait que la population n'ait jamais été exposée au virus auparavant. Les travaux ont démontré que le risque de transmission en 2015 n'avait jamais été aussi élevé depuis 1950, en raison des conditions de températures. Il est cependant difficile de déterminer dans quelle mesure le réchauffement climatique a pu jouer un rôle. D'une part, il n'existe à l'heure actuelle pas de consensus sur la question de l'impact du changement climatique sur le phénomène El Niño. D'autre part, si le réchauffement climatique favorise indéniablement une évolution des aires de distribution des insectes vecteurs, des facteurs anthropiques, liés au développement des activités humaines, interviennent également significativement dans l'émergence et la ré-émergence des maladies à transmission vectorielle.

- <http://www.pnas.org/content/114/1/119.abstract>

⁴ Caminade C et al., *Global risk model for vector-borne transmission of Zika virus reveals the role of El Niño 2015*. *PNAS*. 2017;114(1):119-124.

21 - Une nouvelle coalition pour soutenir les innovations en matière de préparation aux épidémies

Considérant les enseignements tirés suite à l'épidémie d'Ebola, une initiative internationale intitulée « *Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* » (CEPI) a été lancée à l'occasion du Forum économique mondial 2017, à Davos. Elle est destinée à promouvoir le développement de nouveaux vaccins contre des agents pathogènes qui seront sélectionnés à partir d'une liste fournie par l'OMS, en fonction de leur dangerosité et de la probabilité de récurrence. Ce partenariat bénéficie d'un financement initial de 460 millions de dollars, apporté par l'Allemagne, la Norvège et le Japon, la *Bill & Melinda Gates Foundation* et le *Welcome Trust* britannique. Dans un premier temps, le CEPI se focalisera sur le Coronavirus du Syndrome Respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV), et les virus Lassa et Nipah, mais il pourrait aussi soutenir des recherches portant sur les virus Ebola, Marburg ou Zika.

- <http://cepi.net/cepi-officially-launched>

22 - Lancement du Lancet countdown

La Commission sur la santé et le changement climatique créée par *The Lancet* en 2015 a conclu que la réponse apportée au phénomène pourrait représenter la meilleure occasion du XXI^e siècle pour la santé mondiale. Dans cette perspective, en novembre 2016, la revue scientifique britannique a lancé « *The Lancet countdown* »⁵. Ce projet international de recherche collaborative⁶, mené en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation météorologique mondiale, vise à suivre les avancées en matière de réponse au changement climatique et les effets bénéfiques sur la santé qui peuvent en résulter, en se fondant sur l'étude d'une série d'indicateurs. Cinq thématiques ont été identifiées : impact des aléas climatiques sur la santé, résilience et adaptation de la santé, avantages connexes sur le plan de la santé des mesures de réduction de la lutte contre le changement climatique, économie et finances, engagement politique.

- Site de l'initiative <http://lancetcountdown.org/>
- Lien vers l'étude [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(16\)32124-9/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(16)32124-9/fulltext)

⁵ <http://lancetcountdown.org/>

⁶ A ce stade, ce projet implique les partenaires suivants : *University College London, Tsinghua University, Grantham Institute, University of Exeter, United Nations University, Umeå Universitet, London School of Hygiene & Tropical Medicine, University of York, Sustainable Development Unit, Imperial College London, European Centre for Environment & human Health, International Livestock Research Institute, Center for Climate and Security, Centre Virchow-Villermé.*

Actualités

Annonces et communiqués

23 - Les députés européens fixent les priorités pour la réforme de la politique de développement de l'UE

Les députés de la Commission du développement ont adopté une résolution le 25 janvier 2017 pour donner un nouvel élan à la politique de développement de l'UE et ainsi faire face aux défis liés au changement climatique, à la migration et à la sécurité. Cette résolution reconnaît que ces nouveaux défis nécessitent une révision des politiques de développement, et rappelle que l'éradication de la pauvreté reste l'objectif premier des actions entreprises par l'UE.

- Communiqué : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20170124IPR59772/les-députés-fixent-les-priorités-pour-un-nouvel-élan-en-matière-de-développement>

24 - L'Union européenne et l'Agence française de développement financent des projets pour lutter contre les causes profondes des migrations au Sahel

Dans un communiqué du 21 septembre 2016, l'AFD a annoncé avoir signé avec l'Union européenne cinq conventions de financement d'un montant total de 75 millions d'euros afin de renforcer la stabilité et la sécurité du Sahel et de la zone du lac Tchad, et de lutter contre les migrations irrégulières. Les projets viseront notamment le renforcement des capacités de résilience des populations face aux crises et la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes, dans un contexte régional fortement marqué par les effets des changements climatiques. Le partenariat entre l'AFD et l'UE s'inscrit en conformité avec les engagements pris par la France au Sommet de la Valette en novembre 2015 au cours duquel l'UE a décidé la création du Fonds fiduciaire d'urgence pour œuvrer en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière.

- Communiqué de l'AFD : http://www.afd.fr/home/presse-afd/communiqués/ctnscroll_ActualitesList/6_12

25 - Appel à projets émis par le Département de la Défense américain pour inventer des munitions écologiques

Si l'idée d'associer la production d'armes à l'écologie peut a priori sembler farfelue, elle pourrait pourtant aider à résoudre le problème de la pollution environnementale provoquée par certaines activités militaires. Cet appel à projets vise à développer des munitions d'entraînement biodégradables chargées de semences portant en elles des plantes respectueuses de l'environnement qui éliminent les débris de munitions et les contaminants, et sont comestibles pour les animaux. Les composants des cycles d'entraînement actuels nécessitent en effet des centaines d'années ou plus pour se biodégrader. Date limite de candidature à l'appel d'offres : 8 février 2017.

- Lien vers l'appel à projets : <https://www.sbir.gov/sbirsearch/detail/1207769>

26 - Réseau régional d'analyse de la sécurité alimentaire (RFSAN)

Basé en Jordanie, le RFSAN est le produit d'une initiative conjointe de la FAO et de l'IMMAP, financée par UKAid. Il propose une meilleure compréhension de la situation de la sécurité alimentaire au Moyen-Orient, dans le contexte de la crise syrienne. Il a pour objectif de soutenir les activités de sécurité alimentaire et de maintien des moyens de subsistance en

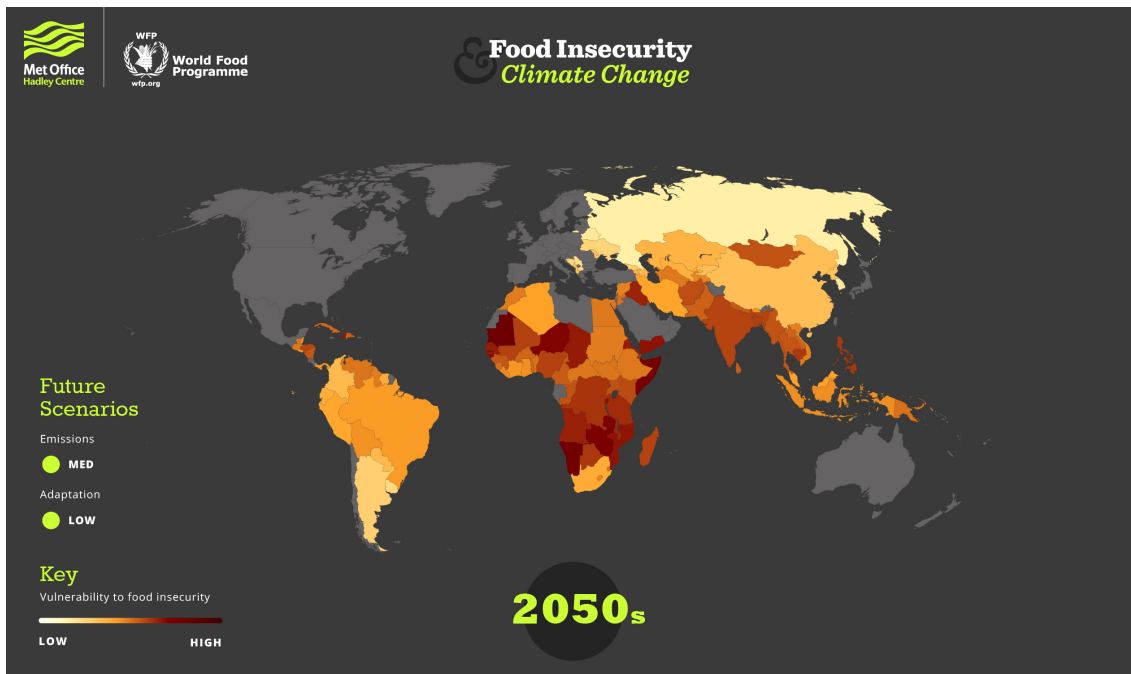
fournissant un important travail de collecte et de traitement des données et en participant au renforcement des capacités de gestion de l'information. Le site Internet de RFSAN propose tout un ensemble de publications, de base de données, de cartes interactives, de supports infographiques, etc.

- Site du RFSAN : <http://rfsan.info>

27 - Changement climatique et insécurité alimentaire

Le Programme alimentaire mondial et le Met Office (Hadley Centre) ont construit un outil de mesure – et de représentation cartographique – de l'insécurité alimentaire à venir en fonction des scénarios d'émissions et d'adaptation. Le résultat est fonction également de l'exposition à des catastrophes naturelles et de la vulnérabilité à ces aléas.

- <http://www.metoffice.gov.uk/food-insecurity-index/>



28 - Exercice militaire de gestion de crise post catastrophe naturelle de l'ASEAN

Du 23 au 25 janvier 2017, les Philippines, les Etats-Unis et Singapour ont organisé un exercice (Ex COORES pour *Exercise Coordinated Response*) rassemblant les forces de 18 pays pour renforcer la coopération en matière d'assistance humanitaire et de secours aux sinistrés (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief* ou HADR). Cette opération souligne le rôle de hub régional que peut jouer Singapour en la matière, notamment depuis le lancement en septembre 2014 du Changi Regional HADR Coordination Center (RHCC) chargé de la planification, de la coordination et du déploiement de moyens HADR. Elle illustre également l'approfondissement de la coopération entre les Etats-Unis et ses alliés sud-asiatiques, un MoU ayant été signé entre le RHCC et le *United States Center for Excellence in Disaster Management and Humanitarian Assistance* (CFE-DM).

- <http://thediplomat.com/2017/01/singapore-hosted-military-exercise-a-test-for-aseans-disaster-response/>

29 - Lancement de la FAO-NENA Water Scarcity Initiative

Le 25 janvier 2017, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé, à l'occasion d'une réunion intitulée « *The water-food nexus: Tackling water scarcity in the context of sustainable development* », le lancement de la FAO-NENA (Near East and North Africa) Water Scarcity Initiative. Celle-ci a pour objectif d'établir un cadre général pour permettre l'utilisation durable et la préservation de ressources hydriques en voie de raréfaction dans la région. Elle vise à identifier les priorités d'action, à aider les pays concernés à adopter une stratégie de coopération régionale et à développer des partenariats pour sa mise en œuvre.

- <http://sdg.iisd.org/news/fao-presents-nena-water-scarcity-initiative/>

30 - Dialogue de haut niveau à l'Assemblée générale des Nations unies sur la convergence des agendas de développement durable et de maintien de la paix

Les 24 et 25 janvier 2017 s'est déroulé au siège des Nations unies à New York le Dialogue de haut niveau intitulé « *Building Sustainable Peace for All: Synergies between the 2030 Agenda for Sustainable Development and Sustaining Peace* ». Les participants ont souligné le besoin d'apporter une réponse globale et intégrée aux défis mondiaux actuels, prenant en compte simultanément les impératifs de maintien de la paix, de développement durable et de protection des droits de l'homme. Ils ont rappelé que l'Agenda 2030 pour le développement durable et celui pour le maintien de la paix devaient aller de pair, insistant par exemple sur la nécessité de répondre aux causes profondes des conflits, telles que les impacts du changement climatique ou le commerce illégal de ressources naturelles.

- <http://sdg.iisd.org/news/high-level-dialogue-addresses-roots-of-sustaining-peace/>

Événements

Événements passés

- ✓ 9 novembre 2016 – Copenhague – **Green Defence Conference: Contemporary Security Challenges, Green Technologies, and Green Strategies**, organisé par le Center for Military Studies de l'Université de Copenhague.

La conférence souhaitait promouvoir l'idée que des politiques et des pratiques durables peuvent être prises en considération dans la plupart, sinon dans tous les aspects de la politique de défense. Elle a rassemblé des acteurs locaux des forces armées, du ministère de la Défense, d'autres ministères, des municipalités qui abritent des installations de défense et de l'industrie locale, ainsi que des acteurs internationaux de l'OTAN, industrie.

- <http://cms.polsci.ku.dk/events/green-defence-symposium/>

- ✓ 1^{er} décembre 2016 – Londres – **Séminaire « Security and Climate Change: Are we Living in 'The Age of Consequences' ? »**, organisé par Chatham House.

À partir du documentaire « *The Age of Consequences* » traitant des liens entre changement climatique et sécurité, sorti aux Etats-Unis en 2016, un panel de haut niveau a débattu de la relation entre climat et conflit, et de la façon dont les responsables politiques et militaires pouvaient répondre aux risques liés au changement climatique.

- <https://www.chathamhouse.org/event/security-and-climate-change-are-we-living-age-consequences>

- ✓ 16 janvier 2017 – Paris – Rencontre « **Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne** », organisée par l'AFD.

Présentation des résultats de l'évaluation du cadre d'intervention sectoriel de l'AFD sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (2013-2016).

➤ <http://www.afd.fr/home/presse-afd/evenements>

- ✓ 27 janvier 2017 – Paris – **Conférence-débat « Initiative '4 pour 1000' : l'agriculture, solution dans la lutte contre le changement climatique »**, organisée par l'AFD et animée par l'IDDRI.

Rencontre avec le GIEC autour de l'initiative « 4p1000 » lancée par la France à la COP21 et rejoint par 200 signataires chefs d'Etat, ONG et institutions internationales. Inscrite à l'agenda des solutions de la COP21, cette initiative consiste à renforcer la sécurité alimentaire, tout en luttant contre les effets néfastes des changements climatiques, en mettant en place des actions concrètes sur le stockage de carbone dans les sols agricoles.

➤ <http://www.afd.fr/home/presse-afd/evenements>

Evénements à venir

- ✓ 31 janvier 2017 – Paris – **18^e Colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables (SER) « Les énergies renouvelables, un élan mondial »**.

Cet événement très médiatisé est placé sous le Haut Patronage du Président de la République et historiquement soutenu par l'ADEME et de grands énergéticiens. Il accueille plus d'un millier de participants du monde politique, de l'énergie, de l'environnement et des médias, avec notamment la présence de ministres, parlementaires et chefs d'entreprise français et internationaux. Quatre tables rondes seront organisées au cours de la journée, la dernière étant consacrée à la place des énergies renouvelables dans les programmes politiques des candidats à l'élection présidentielle française de 2017.

➤ <http://ser-evenements.com/colloque-annuel-du-ser/>

- ✓ 7 février 2017 – Paris – **Colloque « Un an après l'Accord de Paris sur le climat : regards franco-allemands »**, organisé par la Fondation Jean Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert.

Placé sous le haut patronage de l'Assemblée nationale, le colloque portera sur la réforme du marché européen des quotas d'émissions de CO₂, et sur le *burden sharing* entre les pays membres. Il sera introduit par la ministre fédérale de l'Environnement Barbara Hendricks (Allemagne) et conclu par la ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer Ségolène Royal (France).

➤ <https://jean-jaures.org/nos-actions/un-an-apres-l-accord-de-paris-sur-le-climat-regards-franco-allemands>

- ✓ 16-17 février 2017 – Colombo, Sri Lanka – **Conférence internationale "Climate Change, Facing the challenge beyond COP21"**, organisée par le International Institute of Knowledge Management.

Ce colloque vise à promouvoir une rencontre et un dialogue efficaces entre les acteurs des activités de recherche et développement dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques, de la vulnérabilité et de l'adaptation, à l'échelle nationale

et internationale. Il souhaite aussi établir un pont entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales concernées par ces activités.

➤ <http://climatechangeconferences.com/>

- ✓ 23-24 février 2017 – Bordeaux – **3^e Prospectives du CNRS-INEE**, à l'Athénée Père Joseph Wresinski.

Ces journées de réflexion sur les priorités de recherche à l'horizon 2020-30 serviront à définir les grandes avancées de la recherche en écologie et environnement, à se projeter dans l'avenir, définir les priorités, les domaines de recherche et les nouveaux outils à encourager, à développer, à soutenir.

➤ <https://prospectives17.sciencesconf.org/>

- ✓ 31 mars 2017 – Paris – **Quel droit pour les changements climatiques ?** organisé par le CERAP, l'IDHES, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Cette manifestation se pose comme une réflexion collective autour des changements climatiques et du droit et vise à répondre aux questions suivantes : comment interroger le droit à partir des changements climatiques ? Quels instruments juridiques existent aujourd'hui ? Quel avenir pour le droit à partir du paradigme des changements climatiques ?

➤ https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IDHE/Colloques/Appel_a_contributions_Colloque_du_reseau_Droit_et_CC_Quel_droit_pour_les_changements_climatiques.pdf

Vient de paraître

Aykut, S.C, Foyer, J., Morena, E. (Eds.) (2017). *Globalising the Climate. COP21 and the climatisation of global debates*, Routledge, 214 p.

Fruit d'un projet de recherche collaborative mené pendant la COP21, cet ouvrage analyse les différents modes de globalisation du climat et de climatisation du monde, et les tensions générées par ces dynamiques. Il propose une cartographie des différents espaces sociaux de la COP21 (négociations, entreprises, société civile, médias, etc.), avec leurs acteurs propres et les discours en tension. Il retrace l'évolution des grands cadres de la question climatique et explore l'idée selon laquelle les COP sont devenues des points de passage obligés pour des acteurs aux agendas divers, alors amenés à « climatiser » leurs discours et les enjeux qu'ils veulent porter, que ce soit l'agriculture, la biodiversité, etc. Un chapitre de l'ouvrage porte spécifiquement sur le traitement des enjeux migratoires et de sécurité dans les négociations et les *side events* de la COP21.

➤ Site du projet de recherche collaborative « Climacop » : <https://climacop.hypotheses.org>
➤ <https://www.routledge.com/Globalising-the-Climatization-COP21-and-the-climatisation-of-global-debates/Aykut-Foyer-Morena/p/book/9781138675599>

Schauberger, B., Archontoulis, S., Arneeth, A., Balkovic, J., Ciais, P., Deryng, D., Elliott, J., Folberth, C., Khabarov, N., Müller, C., Pugh, T.A.M., Rolinski, S., Schaphoff, S., Schmid, E., Wang, X., Schlenker, W., Frieler, K., “Consistent negative response of US crops to high temperatures in observations and crop models”, *Nature*, 19 janvier 2017.

Cet article examine les impacts des changements climatiques sur les rendements agricoles aux Etats-Unis et notamment les productions de blé, maïs et colza qui pourraient

respectivement chuter de 22%, 49% et 40% d'ici 2100 en cas d'exposition prolongée à des températures comprises entre 30 et 36°C. Cela pourrait impacter les marchés mondiaux et conduire à une flambée des cours, les Etats-Unis étant le premier exportateur de maïs et de soja et le deuxième en ce qui concerne le blé. L'irrigation pourrait en partir résoudre le problème mais seulement dans les zones épargnées par le stress hydrique.

- <http://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0211720244367-le-changement-climatique-menace-les-recoltes-americaines-2059334.php>
- <http://www.nature.com/articles/ncomms13931>

McGlade, K., Gerstetter, C., Tedsen, E., & Vidaurre, R. (2017). « Is Human Security a Relevant Concept in the Context of Climate Change Adaptation Policies? » In M. Behnassi & K. McGlade (Eds.), *Environmental Change and Human Security in Africa and the Middle East* (pp. 49–71). Cham: Springer International Publishing.

Ce chapitre examine la pertinence du concept de sécurité humaine pour la mise en œuvre des politiques d'adaptation au changement climatique. Il pose un regard critique sur la récente sécurisation des enjeux climatiques, et la pertinence de cette sécurisation pour la mise en œuvre de politiques d'adaptation au changement climatique.

Rapport FAO-CIHEAM Mediterra 2016 Zéro gaspillage en Méditerranée. Ressources naturelles, alimentations et connaissances, Presses de Sciences Po, 2016.

Ce rapport est le fruit d'un partenariat entre l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM). Il propose des solutions innovantes et dresse une liste de recommandations politiques pour lutter contre le gaspillage des ressources naturelles, de la nourriture et des connaissances en Méditerranée. Parvenir à une gestion durable de ces ressources est en effet un moyen d'agir en faveur de la sécurité alimentaire et du développement durable dans la région, et de réduire ainsi les risques de crises écologiques et humanitaires.

- Rapport disponible en anglais et en français : http://www.ciheam.org/en/news_and_events/news/one?event=zero-waste-unfao-ciheam-joint-report-2016&id=54

« Climate and the Military Issue », *Economists for Peace & Security Quarterly*, Vol. 28/Issue 4, December 2016.

Ce numéro soulève de nombreuses questions sur la redéfinition du rôle des forces armées face aux bouleversements climatiques : est-il possible d'élaborer des politiques et de créer des institutions qui aideront à prévenir et à atténuer la violence, plutôt que de l'aggraver potentiellement ? Comment les forces armées intègrent-elles le changement climatique ? Il ne s'agit plus seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre mais également de s'interroger sur l'utilisation appropriée des outils de défense à l'heure où le changement climatique met la sécurité internationale sous pression.

- <http://www.epsusa.org/publications/newsletter/2016/dec16.pdf>

Null, S., Risi, L.H., *Navigating Complexity: Climate, Migration and Conflict in a Changing World*, USAID and Wilson Center, November 2016.

Le rapport propose une revue de la littérature existante sur les relations entre climat, migration et conflit. Il explore en détail deux cas d'étude, le Darfour et la Syrie, à partir desquels il tire des recommandations à l'attention des décideurs politiques pour éviter l'aggravation de tensions et le déclenchement de nouveaux conflits. Il invite notamment à

développer des politiques visant, dans certains cas, à faciliter plutôt qu'empêcher la migration, lorsque celle-ci peut être une stratégie d'adaptation aux impacts du changement climatique.

- <https://www.wilsoncenter.org/publication/navigating-complexity-climate-migration-and-conflict-changing-world>

Mobjörk, M. et al., *Climate-related security risks. Towards an integrated approach*, SIPRI, October 2016.

Ce rapport donne une vue d'ensemble des types de risques associés aux impacts du changement climatique et des réponses politiques pouvant être apportées. Il se concentre sur six types de risques : insécurité alimentaire, stress hydrique, élévation du niveau de la mer et érosion côtière, phénomènes météorologiques extrêmes, déplacements de population et conflits. Il analyse ensuite la façon dont différentes organisations onusiennes, régionales et nationales intègre ces questions dans leurs activités et dresse en conclusion une série de recommandations politiques à l'attention du gouvernement suédois.

- <https://www.sipri.org/publications/2016/climate-related-security-risks>

Lippert, T.H., NATO, *Climate Change and International Security. A Risk Governance Approach*, Rand Corporation, October 2016.

Le rapport fait ressortir les implications suivantes pour le secteur de la défense : plus d'opération humanitaires et post désastres climatiques ; plus d'accès aux régions arctiques ; plus de potentiel de crises liées au manque d'eau. S'agissant des question de recherche et technologie, le rapport recommande un intérêt fort pour les nanotechnologies, un probable nivellement de l'accès à la technologie, le besoin de développement des études d'analyse des risques.

- http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/rqs_dissertations/RGSD300/RGSD387/RAND_RGSD387.pdf

The Climate and Security Advisory Group, *Briefing Book for a New Administration*, The Center for Climate and Security, September 14, 2016.

The Climate and Security Advisory Group (CSAG) est un groupe composé de 43 experts américains issus du monde militaire, de la sécurité nationale, de la sécurité intérieure, du renseignement et de la politique étrangère. Le panel d'experts a publié une feuille de route qui appelle le prochain président et les principaux membres de son cabinet à prendre en compte les risques sécuritaires liés au changement climatique à tous les niveaux de la planification de la sécurité nationale.

- https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2016/09/climate-and-security-advisory-group_briefing-book-for-a-new-administration_2016_11.pdf

OCDE Science, Technology and Innovation Outlook 2016

Ce rapport met particulièrement en avant, en matière de besoin de recherche, les points suivants : la nécessaire prise en compte du « monitoring » du changement climatique ; l'importance des questions d'énergie ; le développement de l'économie circulaire ; le besoin de technologie de réduction des émissions de CO₂ ; le développement de capteurs/smart applications/loT pour surveiller le changement climatique (bateaux militaires utilisables comme capteurs).

- <http://www.oecd.org/fr/innovation/oecd-science-technology-and-innovation-outlook-25186167.htm>

Pagney, P. (2016). *L'incertitude climatique et la guerre*, Coll. « Biologie, Ecologie, Agronomie », L'Harmattan, 236 p.

Dans une première partie, scientifique, de l'ouvrage, l'auteur montre comment la décision militaire est confrontée à l'incertitude du temps météorologique et à celle du climat. La deuxième partie, historique, revient sur des opérations militaires du 20^e siècle, certaines contrôlées, d'autres catastrophiques, notamment en raison de l'incertitude climatique à laquelle la décision militaire était confrontée. La troisième partie s'interroge sur les risques de conflits dans deux régions vulnérables aux impacts du changement climatique, l'Arctique et l'arc de crise saharo-arabique.